



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2080

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	•	80\$
A 2.ª série	120\$	•	70\$
A 3.ª série	120\$	•	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4350 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 39 075 — Aprova, para ratificação, a Convenção sobre o Valor Aduaneiro das Mercadorias e Anexos I, II e III, assinados em Bruxelas em 15 de Dezembro de 1950.

Ministério do Ultramar:

Portaria n.º 14 224 — Abre créditos nas províncias ultramarinas da Guiné, Moçambique e Timor e no Estado da Índia, destinados a reforçar verbas inscritas nas respectivas tabelas de despesa e ao pagamento de diversos encargos.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 39 075

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção sobre o Valor Aduaneiro das Mercadorias e Anexos I, II e III, assinados em Bruxelas em 15 de Dezembro de 1950, cujos textos em francês e inglês e respectiva tradução são os seguintes:

Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Désireux de faciliter le commerce international,

Désireux de simplifier les négociations internationales relatives aux tarifs douaniers et la comparaison des statistiques du commerce extérieur dans la mesure où cette comparaison est plus exacte lorsqu'elle repose sur une évaluation uniforme des marchandises,

Convaincus qu'une définition aussi uniforme que possible de la valeur en douane constituera une étape importante pour atteindre ces buts,

Considérant les travaux déjà accomplis dans ce domaine, à Bruxelles, par le Groupe d'Études pour l'Union Douanière Européenne, et

Estimant que le meilleur moyen d'obtenir des résultats à cet égard est de conclure une Convention internationale,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Aux fins de la présente Convention:

(a) On entend par «Convention portant création du Conseil» la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière qui sera ouverte à la signature à Bruxelles, le 15 décembre 1950;

(b) On entend par «Conseil» le Conseil de Coopération Douanière visé au paragraphe (a) ci-dessus;

(c) On entend par «Secrétaire général» le Secrétaire général du Conseil.

ARTICLE II

Compte tenu des dispositions de l'Article IV, les Parties Contractantes inséreront dans leur législation nationale et appliqueront dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, en ce qui les concerne, la Définition de la Valeur (désignée ci-après sous le nom de «Définition») telle qu'elle figure à l'Annexe I à la présente Convention.

ARTICLE III

Pour l'application de la Définition, les Parties Contractantes se conformeront aux dispositions des Notes interprétatives (désignées ci-après sous le nom de «Notes») contenus dans l'Annexe II à la présente Convention.

ARTICLE IV

Toute Partie Contractante pourra adapter le texte de la Définition;

(a) En y insérant telles dispositions des Notes qu'elle jugera nécessaires;

(b) En donnant à ce texte la forme juridique indispensable pour qu'il puisse prendre effet au regard de sa législation nationale, par l'addition, le cas échéant, de dispositions explicatives complémentaires précisant la portée de la Définition.

ARTICLE V

(a) Le Conseil est chargé de veiller à bonne exécution de la présente Convention afin d'en assurer l'interprétation et l'application uniformes;

(b) A cette fin, le Conseil instituera un Comité dénommé «Comité de la Valeur», auquel tout Membre du Conseil à l'égard duquel s'applique la présente Convention aura le droit d'être représenté.

ARTICLE VI

Le Comité de la Valeur exercera sous l'autorité du Conseil et selon ses directives les fonctions suivantes:

(a) Il réunira et diffusera parmi les Parties Contractantes toutes informations relatives aux méthodes d'évaluation des marchandises appliquées par celles-ci;

(b) Il procédera à l'étude des lois nationales, réglementations et pratiques des Parties Contractantes relatives à la Définition et aux Notes et fera, en con-

séquence, des recommandations au Conseil ou aux Parties Contractantes afin d'assurer l'interprétation et l'application uniformes de la Définition et des Notes ainsi que l'adoption de règlements et pratiques types;

(c) Il rédigera des Notes Explicatives pour l'application de la Définition;

(d) Il fournira aux Parties Contractantes, d'office ou à leur demande, des renseignements ou des conseils sur toutes questions concernant la valeur en douane des marchandises;

(e) Il proposera au Conseil les projets d'amendements à la présente Convention qu'il estimera nécessaires;

(f) Il exercera, en ce qui concerne la valeur en douane des marchandises, tous autres pouvoirs ou fonctions que le Conseil pourra lui déléguer.

ARTICLE VII

(a) Le Comité de la Valeur se réunira au moins trois fois par an;

(b) Il élira son Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Présidents;

(c) Il établira son règlement intérieur par décision prise à la majorité des deux tiers de ses Membres. Ce règlement sera soumis à l'approbation du Conseil.

ARTICLE VIII

Les Annexes à la présente Convention font partie intégrante de celle-ci et toute référence à cette Convention s'applique également à ces Annexes.

ARTICLE IX

Les Parties Contractantes acceptent les dispositions du Protocole joint à la présente Convention et relatif aux méthodes spéciales de taxation des produits qui figurent au Chapitre 30 et sous la Position 33.06 de la Nomenclature annexée à la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs douaniers, ouverte à la signature à Bruxelles à la même date que la présente Convention.

ARTICLE X

(a) Toutes les dispositions d'autres accords internationaux sont abrogées entre les Parties Contractantes dans la mesure où elles sont contraires à la présente Convention;

(b) La présente Convention ne déroge pas aux obligations que toute Partie Contractante aurait pu assumer envers un Gouvernement tiers en vertu d'autres accords internationaux avant l'entrée en vigueur, en ce qui la concerne, de la présente Convention. Cependant, les Parties Contractantes prendront, dès que les circonstances le permettront, et en tout cas lors du renouvellement des accords, toutes mesures destinées à les mettre en conformité avec les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XI

(a) Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera réglé, autant que possibles, par voie de négociations directes entre les dites Parties;

(b) Tout différend qui ne sera réglé par voie de négociations directes sera porté par les parties au différend devant le Comité de la Valeur, que l'examinera et fera des recommandations en vue de son règlement.

(c) Si le Comité de la Valeur ne peut régler le différend, il le portera devant le Conseil, qui fera de recom-

mendations conformément à l'Article III (e) de la Convention portant création du Conseil.

(d) Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité ou du Conseil.

ARTICLE XII

La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 31 mars 1951, à la signature de tout Gouvernement qui aura signé la Convention portant création du Conseil.

ARTICLE XIII

(a) La présente Convention sera ratifiée.

(b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Secrétaire général. Toutefois, aucun Gouvernement ne pourra déposer l'instrument de ratification de la présente Convention sans avoir au préalable déposé l'instrument de ratification de la Convention portant création du Conseil.

ARTICLE XIV

(a) Trois mois après la date du dépôt, auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, des instruments de ratification de sept Gouvernements, la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ces Gouvernements.

(b) Pour tout Gouvernement signataire déposant son instrument de ratification après cette date, la Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cet instrument de ratification auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique.

ARTICLE XV

(a) Le Gouvernement de tout État non signataire de la présente Convention qui aura ratifié la Convention portant création du Conseil ou y aura adhéré, pourra adhérer à la présente Convention à partir du 1^{er} avril 1951.

(b) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Secrétaire général.

(c) La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement adhérent trois mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'Article XIV (a).

ARTICLE XVI

(a) La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout moment, cinq ans après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article XIV (a).

La dénonciation deviendra effective à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique; celui-ci avisera de cette réception tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général.

(b) Toute Partie Contractante ayant dénoncé la Convention portant création du Conseil cessera d'être partie à la présente Convention.

ARTICLE XVII

(a) Tout Gouvernement peut déclarer, soit au moment de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, par notification au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, que la présente Convention s'étend aux

territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de ce Gouvernement.

(b) Tout Gouvernement ayan, en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut adresser au nom de ce territoire une notification de dénonciation au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, conformément aux dispositions de l'Article xvi.

(c) Le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique informera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général de toute notification reçue par lui au titre du présent Article.

ARTICLE XVIII

(a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.

(b) Toute Partie Contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, qui avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général de la réception de la notification d'acceptation.

(c) Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties Contractantes auront été reçues par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique.

Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties Contractantes, le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique en avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur.

(d) Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950) en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge, qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Allemagne:

V. Maltzan.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Paul van Zeeland.

Pour le Danemark:

Sous réserve de ratification:

Bent Falkenstjerne.

Pour la France:

J. de Hauteclocque.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

J. H. Le Rougetel.

Pour la Grèce:

D. Capsalis.

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pétur Benediktsson.

Pour l'Italie:

Pasquale Diana.

Pour le Luxembourg:

Robert Als.

Pour la Norvège:

Johan Georg Raeder.

Pour les Pays-Bas:

G. Beclaerts van Blokland.

Pour le Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

Pour la Suède:

G. de Reuterskiöld.

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

ANNEXE I

Definition de la valeur en douane

ARTICLE I

(1) Pour l'application des droits de douane «ad valorem», la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises, au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants.

(2) Le prix normal des marchandises importées sera déterminé sur les bases suivantes:

(a) Les marchandises sont réputées être livrées à l'acheteur au port ou lieu d'introduction dans le territoire du pays d'importation;

(b) Le vendeur est réputé supporter et avoir compris dans le prix tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au port ou lieu d'introduction;

(c) Par contre, l'acheteur est réputé supporter dans le pays d'importation les droits et taxes exigibles qui, dès lors, sont exclus du prix.

ARTICLE II

(1) Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants est une vente dans laquelle:

(a) Le paiement du prix de la marchandise constitue la seule prestation effective de l'acheteur;

(b) Le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre, d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur;

(c) Aucune partie du produit provenant de la vente, de la cession ultérieure ou de l'utilisation de la marchandise ne reviendra directement ou indirectement au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée ou vendeur.

(2) Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elles possède un intérêt quelconque dans le commerce de l'autre, ou si elles possèdent toutes les deux un intérêt commun dans un commerce quelconque ou si une tierce personne possède un intérêt dans le commerce de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

ARTICLE III

Lorsque les marchandises à évaluer:

(a) Sont fabriquées selon un procédé breveté ou font l'objet d'un dessin ou d'un modèle déposés;

(b) Ou sont revêtues d'une marque de fabrique ou de commerce étrangère ou sont importées pour être vendues sous une telle marque, la détermination du prix normal se fera en considérant que ce prix normal comprend la valeur du droit d'utilisation du brevet, du dessin ou du modèle déposés, ou de la marque de fabrique ou de commerce relatifs aux dites marchandises.

ANNEXE II

Notes interprétatives de la définition de la valeur en douane

Addendum à l'Article I

Note 1

Le moment visé à l'Article I, paragraphe (1), pourra être, selon la législation de chaque pays, la date du dépôt régulier ou de l'enregistrement de la déclaration en douane, la date de paiement des droits de douane ou la date d'enlèvement des marchandises.

Note 2

Les frais visés à l'Article I, paragraphe (2), alinéa (b), comprennent notamment:

- Les frais de transport;
- Les frais d'assurance;
- Les commissions;
- Les courtages;
- Les frais d'établissement, en dehors du pays d'importation, des documents nécessaires à l'introduction des marchandises dans le pays d'importation, y compris les droits de chancellerie;
- Les droits et taxes exigibles en dehors du pays d'importation, à l'exclusion de ceux dont la marchandise aurait été exonérée ou dont le montant aurait été remboursé ou devrait être remboursé;
- Le coût des emballages, à l'exclusion de ceux qui suivent leur régime douanier propre ainsi que les frais d'emballage (main-d'œuvre, matériel ou autres frais);
- Les frais de chargement.

Note 3

Dans la mesure où le prix normal dépend de la quantité sur laquelle porte la vente, ce prix sera déterminé

en supposant que la vente porte sur la quantité des marchandises à évaluer.

Note 4

Lorsque les éléments retenus pour la détermination de la valeur ou du prix payé ou à payer sont exprimés dans une monnaie autre que celle du pays d'importation, le taux de change à retenir pour la conversion est le taux de change officiel en vigueur dans ce pays d'importation.

Note 5

L'objet de la Définition de la Valeur est de permettre, dans tous les cas, le calcul des droits de douane sur un prix auquel un acheteur pourrait se procurer la marchandise importée, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, au port ou lieu d'introduction dans le territoire du pays d'importation. Cette conception est d'une portée générale; elle est applicable, que la marchandise importée ait ou n'ait pas fait l'objet d'un contrat de vente et quelles que soient les conditions de ce contrat.

Mais l'application de cette définition implique une enquête sur les prix en vigueur au moment de l'évaluation. Aussi, dans la pratique, lorsque les marchandises importées font l'objet d'une vente «bona fide», le prix payé ou à payer en vertu de cette vente pourra être considéré en général comme une indication valable du prix normal visé dans la Définition. Dans cette hypothèse, le prix payé ou à payer pourra sans inconvénient être retenu comme base de l'évaluation et il est recommandé à la Douane d'admettre ce prix comme valeur de la marchandise considérée sous réserve:

(a) Des précautions à prendre en vue d'éviter les tentatives de fraude au moyen de prix ou de contrats fictifs ou faux;

(b) Et d'éventuels ajustements de ce prix pour tenir compte des divers éléments qui, dans la vente considérée, seraient en contradiction avec la conception de la valeur.

Les ajustements visés au paragraphe (b) ci-dessus concernent notamment les frais de transport et les autres frais visés au paragraphe (2) de l'Article I et à la Note 2 de l'Ad. Article I, les escomptes ou autres réductions de prix consentis aux seuls représentants exclusifs ou concessionnaires uniques, les escomptes anormaux ou toute autre réduction sur le prix usuel de concurrence.

Addendum à l'Article III

Note 1

Les dispositions de l'Article III, paragraphe (b), peuvent également être rendues applicables aux marchandises importées pour être vendues sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère après ouvraison complémentaire.

Note 2

Les dispositions de l'Article III, paragraphe (b), amendées le cas échéant en conformité de la Note 1 ci-dessus, pourront être considérées comme ne s'appliquant pas à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée dans le pays d'importation à moins qu'il ne s'agisse d'une marque utilisée pour indiquer que les marchandises auxquelles elle se rapporte sont celles:

(a) Soit d'une personne quelconque qui les aurait cultivées, produites, fabriquées, sélectionnées, présentées pour la vente ou autrement travaillées, en dehors du pays d'importation;

(b) Soit d'une personne associée en affaires avec une autre personne quelconque désignée à l'alinéa (a);

(c) Soit d'une personne à laquelle toute autre personne désignée aux alinéas (a) et (b) du présent paragraphe aurait cédé le droit d'utilisation de la marque, tout en conservant la propriété de cette marque.

Addendum général

Il est recommandé que la notion de la valeur, telle qu'elle résulte de la définition et des présentes Notes interprétatives, soit utilisée pour la détermination de la valeur de toutes les marchandises qui doivent être déclarées en douane, y compris les marchandises exemptes de droits et les marchandises passibles de droits spécifiques.

ANNEXE III

Protocole relatif aux méthodes spéciales de taxation des produits qui figurent au Chapitre 30 et sous la position 33.06 de la nomenclature pour la Classification des marchandises dans les tarifs douaniers.

Au moment de signer la Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises, dénommée ci-après «Convention», les Gouvernements signataires de cette Convention sont convenus de ce qui suit:

(1) Tout Gouvernement signataire de la Convention qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention, à son égard, applique aux produits suivants, importés conditionnés pour la vente au détail:

- (a) Produits pharmaceutiques rentrant dans le Chapitre 30 de l'Annexe à la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs Douaniers;
- (b) Produits de parfumerie, de toilette et cosmétiques, rentrant sous la Pos. 33.06 de ladite Annexe;

un système de taxation basé sur les prix de vente au détail en vigueur sur le marché intérieur, au lieu du prix normal tel qu'il est défini dans la Convention, peut continuer à appliquer ce système.

(2) Toutefois, les Gouvernements intéressés reconnaissent qu'il est important de mettre le système de taxation de ces produits en concordance avec les règles d'évaluation fixées par la Convention et y procéderont aussitôt que possible.

(3) Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950) en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul original, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge, qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements qui signeront la Convention ou y adhéreront.

Pour l'Allemagne:

V. Maltzan.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Paul van Zeeland.

Pour le Danemark:

Bent Falkenstjerne.

Pour la France:

J. de Hauteclouque.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

J. H. Le Rougetel.

Pour la Grèce:

D. Capsalis.

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pétur Benediktsson.

Pour l'Italie:

Pasquale Diana.

Pour le Luxembourg:

Robert Als.

Pour la Norvège:

Johan Georg Raeder.

Pour les Pays-Bas:

G. Beclaerts van Blokland.

Pour le Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

Pour la Suède:

G. de Reuterskiöld.

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

Convention on the Valuation of Goods for Customs Purposes

The Governments signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate international trade,

Desiring to simplify international customs tariff negotiations and the comparison of foreign trade statistics inasmuch as such comparisons are more exact if based upon a uniform valuation of goods,

Being convinced that the maximum uniformity in defining the value of goods for customs purposes will constitute an important step towards the attainment of these objects,

Having taken into consideration the work already accomplished in Brussels in this sphere by the European Customs Union Study Group, and

Considering that the best way of achieving results in this respect is to conclude an international Convention,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

For the purpose of the present Convention,

(a) «the Convention establishing the Council» means the Convention establishing the Customs Co-operation

Council opened for signature in Brussels on the 15th December, 1950;

(b) «the Council» means the Customs Co-operation Council referred to in paragraph (a) of this Article;

(c) «the Secretary General» means the Secretary General of the Council.

ARTICLE II

Subject to the provisions of Article IV, each Contracting Party shall introduce into its domestic law and apply, as from the date on which the present Convention comes into force in respect of it, the Definition of Value (hereinafter referred to as the «Definition») set out in Annex I of the Convention.

ARTICLE III

Each Contracting Party shall, in applying the Definition, conform to the provisions of the Interpretative Notes (hereinafter referred to as the «Notes») set out in Annex II to the present Convention.

ARTICLE IV

Each Contracting Party may adapt the text of the Definition.

(a) by inserting therein such provisions of the Notes as it may consider necessary,

(b) by giving the text such legal form as may be essential to render it operative in its domestic law, if necessary by adding complementary provisions clarifying the purport of the Definition.

ARTICLE V

(a) The Council shall supervise the operation of the present Convention with a view to securing uniformity in its interpretation and application.

(b) To this end, the Council shall establish a Valuation Committee on which each Member of the Council to which the present Convention applies shall have the right to be represented.

ARTICLE VI

The Valuation Committee shall have the following functions which shall be exercised under the authority of the Council and in accordance with any directions which the Council may give:

(a) to collate and circulate to the Contracting Parties information concerning the valuation of goods by the Contracting Parties for customs purposes;

(b) to study the domestic laws, procedures and practices of the Contracting Parties in relation to the Definition and Notes, and, accordingly, to make recommendations to the Council or the Contracting Parties to secure uniformity in the interpretation and application of the Definition and Notes and the adoption of standard procedures and practices;

(c) to prepare explanatory notes as a guide to the application of the Definition;

(d) on its own initiative or on request, to furnish to Contracting Parties information or advice on any matters concerning the valuation of goods for customs purposes;

(e) to submit to the Council proposals for any amendment of the present Convention which it may consider desirable;

(f) to exercise such other powers and functions of the Council in relation to the valuation of goods for customs purposes as the Council may delegate to it.

ARTICLE VII

(a) The Valuation Committee shall meet at least three times a year.

(b) It shall elect its own Chairman and one or more Vice-Chairmen.

(c) It shall draw up its own Rules of Procedure by decision taken by not less than two-thirds of its members. The Rules of Procedure so drawn up shall be subject to the approval of the Council.

ARTICLE VIII

The Annexes to the present Convention shall form an integral part thereof and any reference to the Convention shall be deemed to include a reference to the Annexes.

ARTICLE IX

The Contracting Parties accept the provisions of the Protocol attached to the present Convention concerning special methods of taxing goods falling within Chapter 30 and Heading 33.06 of the Nomenclature annexed to the Convention on Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs opened for signature in Brussels on the same date as the present Convention.

ARTICLE X

(a) The present Convention shall abrogate as between the Contracting Parties all obligations under other international agreements in so far as they are inconsistent with the present Convention.

(b) The present Convention shall not derogate from the obligations, under any other international agreement, incurred by any Contracting Party before the coming into force of the present Convention in respect of it towards any Government not a party to the present Convention. However, the Contracting Parties shall, as soon as circumstances permit and in any case on the renewal of such prior agreements, arrange to make any necessary amendments thereto in order to bring them into conformity with the provisions of the present Convention.

ARTICLE XI

(a) Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

(b) Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Valuation Committee which shall thereupon consider the dispute, and make recommendations for its settlement.

(c) If the Valuation Committee is unable to settle the dispute, it shall refer the matter to the Council which shall make recommendations in conformity with Article III (e) of the Convention establishing the Council.

(d) The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Committee or Council as binding.

ARTICLE XII

The present Convention shall be open for signature until 31st March, 1951, by any Government which has signed the Convention establishing the Council.

ARTICLE XIII

(a) The present Convention shall be subject to ratification.

(b) Instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each such deposit. However, no Government may deposit its instrument of ratification of the present Convention until it has

deposited its instrument of ratification of the Convention establishing the Council.

ARTICLE XIV

(a) Three months after the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has received the instruments of ratification of seven Governments, the present Convention shall come into force in respect of those Governments.

(b) For each signatory Government ratifying after that date, the Convention shall come into force three months after the date of the deposit of its instrument of ratification with the Belgian Ministry of Foreign Affairs.

ARTICLE XV

(a) The Government of any State which is not a signatory to the present Convention, but which has ratified or acceded to the Convention establishing the Council, may accede to the present Convention as from 1st April, 1951.

(b) Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each such deposit.

(c) The present Convention shall come into force for any acceding Government three months after the date of the deposit of its instrument of accession but not before it comes into force in accordance with paragraph (a) of Article xiv.

ARTICLE XVI

(a) The present Convention is of unlimited duration, but at any time after the expiry of five years from its entry into force under paragraph (a) of Article xiv, any Contracting Party may withdraw therefrom. Withdrawal shall take effect one year after the date of receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of a notification of withdrawal. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify each withdrawal to all signatory and acceding Governments and to the Secretary General.

(b) Any Contracting Party which ceases to be a party to the Convention establishing the Council shall thereupon cease to be a party to the present Convention.

ARTICLE XVII

(a) Any Government may at the time of its ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs that the present Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible, and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Belgian Ministry of Foreign Affairs but not before the Convention has come into force for the Government concerned.

(b) Any Government which has made a declaration under paragraph (a) above extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible, may by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs withdraw in respect of that territory in accordance with the provisions of Article xvi.

(c) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform all signatory and acceding Governments and the Secretary General of any notification received by it under this article.

ARTICLE XVIII

(a) The Council may recommend amendments to the present Convention to the Contracting Parties.

(b) Any Contracting Party accepting an amendment shall notify the Belgian Ministry of Foreign Affairs in writing of its acceptance and the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the receipt of the notice of acceptance.

(c) An amendment shall come into force three months after receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of notice of acceptance by all the Contracting Parties. When any amendment has been accepted by all the Contracting Parties the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of such acceptance and of the date on which the amendment will come into force.

(d) After an amendment has come into force, no Government may ratify or accede to the present Convention unless it also accepts the amendment.

In witness whereof the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

Done at Brussels on the fifteenth day of December, nineteen hundred and fifty (December 15th, 1950) in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory and acceding Government.

For Germany:

V. Maltzan.

For Austria:

For Belgium:

Paul van Zeeland.

For Denmark:

Sous réserve de ratification.

Bent Falkenstjerne.

For France:

J. de Hauteclouque.

For Great Britain and Northern Ireland:

J. H. Le Rougetel.

For Greece:

D. Capsalis.

For Ireland:

For Iceland:

Pétur Benediktsson.

For Italy:

Pasquale Diana.

For Luxembourg:

Robert Als.

For Norway:

Johan Georg Raeder.

For The Netherlands:

G. Beelaerts van Blokland.

For Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

For Sweden:

G. de Reuterskiöld.

For Switzerland:

For Turkey:

ANNEX I

Definition of Value

ARTICLE I

(1) For the purposes of levying duties of customs, the value of any goods imported for home consumption shall be taken to be the normal price, that is to say, the price which they would fetch at the time when the duty becomes payable on a sale in the open market between buyer and seller independent of each other.

(2) The normal price of any imported goods shall be determined on the following assumptions:

(a) that the goods are treated as having been delivered to the buyer at the port or place of introduction into the country of importation; and

(b) that the seller will bear all costs, charges and expenses incidental to the sale and to the delivery of the goods at that port or place; but

(c) that the buyer will bear any duties or taxes applicable in the country of importation.

ARTICLE II

(1) A sale in the open market between buyer and seller independent of each other pre-supposes:

(a) that the price is the sole consideration; and

(b) that the price made is not influenced by any commercial, financial or other relationship, whether by contract or otherwise, between the seller or any person associated in business with him and the buyer or any person associated in business with him (other than the relationship created by the sale of the goods in question); and

(c) that no part of the proceeds of the subsequent re-sale, use or disposal of the goods will accrue either directly or indirectly to the seller or any person associated in business with him.

(2) Two persons shall be deemed to be associated in business with one another if, whether directly or indirectly either of them has any interest in the business or property of the other or both have a common interest in any business or property or some third person has an interest in the business or property of both of them.

ARTICLE III

When the goods to be valued

(a) are manufactured in accordance with any patented invention or are goods to which any registered design has been applied; or

(b) are imported under a foreign trade mark or are imported for sale under a foreign trade mark,

the normal price shall be determined on the assumption that the value of the right to use the patent, design or trade mark in respect of the goods is covered by the price.

ANNEX II

Interpretative Notes to the Definition of Value

Addendum to Article I

Note 1

«The time when the duty becomes payable» referred to in paragraph (1) of Article I may, in accordance with the legislation of each country, be either the time at which the entry is presented or registered, the time of payment of customs duty or the time of clearance.

Note 2

The «costs, charges and expenses» mentioned in Article I, paragraph (2) (b) include, *inter alia*, any of the following:

carriage and freight;

insurance;

commission;

brokerage;

costs, charges and expenses of drawing up outside

the country of importation documents incidental

to the introduction of the goods into the country

of importation, including consular fees;

the net amount (after allowing for repayments

made or to be made) of duties and taxes appli-

cable outside the country of importation;

cost of containers excluding those which are treat-

ed as separate articles for the purpose of levying

duties of customs;

cost of packing (whether for labour, materials or

otherwise);

loading charges.

Note 3

Where the normal price would depend upon the quantity in the sale, it shall be determined on the assumption that the sale is a sale of the quantity to be valued.

Note 4

Where the determination of the value or of the price paid or payable depends upon factors which are expressed in a currency other than that of the country of importation, the foreign currency shall be converted into the currency of the importing country at the official rate of exchange of that country.

Note 5

The object of the definition of value is to make it possible in all cases to calculate the duties payable on the basis of the price at which imported goods are freely available to any buyer in the open market at the port or place of introduction into the country of importation. It is a concept for general use and is applicable whether or not the goods are in fact imported under a contract of sale, and whatever the terms of that contract.

But the application of the Definition implies an enquiry into current prices at the time of valuation. In practice, therefore, when imported goods are the subject of a *bona fide* sale, the price paid or payable on that sale can generally be considered as a valid indication of the normal price mentioned in the Definition. This being so, the price paid or payable can reasonably be used as a basis for valuation, and Customs authorities are recommended to accept this price as the value of the goods in question, subject:

(a) to proper safeguards aimed at preventing evasion of duty by means of fictitious or colourable contracts or prices; and

(b) to such adjustment of the contract price as may be considered necessary on account of circumstances differentiating the contract from the notional concept embodied in the Definition of Value.

Adjustments under paragraph (b) above may in particular be required with reference to freight and other expenses dealt with in paragraph (2) of Article I and Note 2 of the Addendum to Article I, or with reference to discounts or other reductions in price granted in favour of sole agents or sole concessionnaires, or to any abnormal discount or any reduction from the ordinary competitive price.

Addendum to Article III

Note 1

The provisions of Article III (b) may also be applied to goods imported for sale, after further manufacture, under a foreign trade mark.

Note 2

Sub-paragraph (b) of Article III, or that sub-paragraph amended in accordance with Note 1 above, may be extended so that it shall not apply to a trade mark registered within the country of importation, unless it is a mark used for the purpose of indicating that goods in relation to which it is used are those of:

(a) Any person by whom the goods to be valued have been grown, produced, manufactured, selected, offered for sale or otherwise dealt with outside the country of importation; or

(b) a person associated in business with any such person as is referred to in (a) above; or

(c) a person to whom any such person as is referred to in (a) or (b) above has assigned the goodwill of the business in connection with which the trade mark is used.

General Addendum

It is recommended that the concept of value expressed by the Definition and these Interpretative Notes be employed for the valuing of all goods subject to customs declaration, including duty-free goods and goods liable to specific customs duties.

ANNEX III

Protocol concerning special methods of taxing goods falling within chapter 30 and heading 33.06 of the nomenclature for the classification of goods in customs tariffs.

At the time of signing the Convention of the Valuation of Goods for Customs Purposes (hereinafter referred to as «the Convention») the Governments signatory to that Convention have agreed as follows:

(1) Any Government signatory to the Convention which, at the time when the Convention comes into force in respect of it, is applying, in respect of the following goods imported put up for retail sale:

(a) pharmaceutical products falling within Chapter 30 of the Annex to the Convention on Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs, or

(b) perfumes, cosmetics and toilet preparations falling within heading 33.06 of that Annex;

a system of taxation based upon the internal retail resale price of the goods, instead of upon the normal price as defined in the Convention, may continue this system.

(2) Nevertheless, the Governments concerned recognise the importance of bringing the system of taxation

of these products within the framework of the Convention and will do so as soon as possible.

(3) The present Protocol shall enter into force on the date on which the Convention enters into force.

In witness whereof the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

Done at Brussels on the fifteenth day of December, nineteen hundred and fifty (December 15th, 1950) in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory Government and to each other Government which signs or accedes to the Convention.

For Germany:

V. Maltzan.

For Austria:

For Belgium:

Paul van Zeeland.

For Denmark:

Bent Falkenstjerne.

For France:

J. de Hauteclocque.

For Great Britain and Northern Ireland:

J. H. Le Rougetel.

For Greece:

D. Capsalis.

For Ireland:

For Iceland:

Pétur Benediktsson.

For Italy:

Pasquale Diana.

For Luxembourg:

Robert Als.

For Norway:

Johan Georg Raeder.

For the Netherlands:

G. Beelaerts van Blokland.

For Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

For Sweden:

G. de Reuterskiöld.

For Switzerland:

For Turkey:

Convenção sobre o Valor Aduaneiro das Mercadorias

Os Governos signatários da presente Convenção, Desejosos de facilitar o comércio internacional, Desejosos de simplificar as negociações internacionais relativas às pautas aduaneiras e à comparação das estatísticas de comércio externo na medida em que esta comparação é mais exacta quando se baseia numa avaliação uniforme das mercadorias,

Convencidos de que uma definição tão uniforme quanto possível do valor aduaneiro constituirá um passo importante para se atingirem esses objectivos,

Considerando os trabalhos já efectuados nesse domínio, em Bruxelas, pelo Grupo de Estudos para a União Aduaneira Europeia, e

Considerando que o melhor meio de se obterem resultados a este respeito é elaborar uma Convenção internacional:

Convencionaram o seguinte:

ARTIGO I

Para os fins da presente Convenção:

(a) Entende-se por «Convenção para Criação do Conselho» a Convenção para Criação de um Conselho de Cooperação Aduaneira, que será aberta à assinatura em Bruxelas em 15 de Dezembro de 1950;

(b) Entende-se por «Conselho» o Conselho de Cooperação Aduaneira visado no parágrafo (a) acima;

(c) Entende-se por «secretário-geral» o secretário-geral do Conselho.

ARTIGO II

Tendo em conta as disposições do artigo IV, as Partes Contratantes introduzirão na sua legislação nacional, e aplicarão a partir da entrada em vigor da presente Convenção no que lhes diz respeito, a Definição de Valor (designada neste articulado por «Definição») tal como figura no Anexo I da presente Convenção.

ARTIGO III

Para aplicação da Definição, as Partes Contratantes conformar-se-ão com as disposições das Notas interpretativas (designadas no articulado sob o nome de «Notas») contidas no Anexo II da presente Convenção.

ARTIGO IV

Qualquer Parte Contratante poderá adaptar o texto da Definição:

(a) Inserindo nela as disposições das Notas que entender necessárias;

(b) Dando a esse texto a forma jurídica indispensável para ter efeito dentro da sua legislação nacional, se necessário pela adição de disposições explicativas complementares que esclareçam o alcance da Definição.

ARTIGO V

(a) O Conselho fica encarregado de velar pela boa execução da presente Convenção, a fim de assegurar as suas uniformes interpretação e aplicação;

(b) Para este fim o Conselho instituirá uma Comissão denominada «Comissão do Valor», na qual terá o direito de estar representado cada Membro do Conselho relativamente ao qual se aplicar a presente Convenção.

ARTIGO VI

A Comissão do Valor, sob a autoridade do Conselho e segundo as suas directrizes, exercerá as seguintes funções:

(a) Reunirá e difundirá entre as Partes Contratantes todas as informações relativas aos métodos de avaliação de mercadorias aplicados por estas;

(b) Procederá ao estudo das leis nacionais, regulamentações e práticas das Partes Contratantes relativas à Definição e às Notas; consequentemente, fará recomendações ao Conselho ou às Partes Contratantes com vista a assegurar interpretação e aplicação uniformes da Definição e das Notas, assim como a adopção de modelos de regulamentos e práticas;

(c) Redigirá Notas explicativas para a aplicação da Definição;

(d) Fornecerá às Partes Contratantes, por sua iniciativa ou a pedido destas, informações ou conselhos sobre todas as questões relativas ao valor aduaneiro das mercadorias;

(e) Submeterá à apreciação do Conselho os projectos de alterações à presente Convenção que entender necessárias;

(f) Exercerá, relativamente ao valor aduaneiro das mercadorias, quaisquer outros poderes ou funções que o Conselho lhe delegar.

ARTIGO VII

(a) A Comissão do Valor reunirá, pelo menos, três vezes por ano;

(b) Elegerá um presidente e um ou mais vice-presidentes;

(c) Estabelecerá o seu regulamento interno por decisão tomada por maioria de dois terços dos seus Membros. Este regulamento será submetido à aprovação do Conselho.

ARTIGO VIII

Os Anexos à presente Convenção fazem parte integrante desta e qualquer referência a esta Convenção aplica-se igualmente a esses Anexos.

ARTIGO IX

As Partes Contratantes aceitam as disposições do Protocolo junto à presente Convenção e relativo aos métodos especiais de tributação dos produtos que figuram no capítulo 30 e sob a posição 33.06 da Nomenclatura anexa à Convenção sobre a Nomenclatura para Classificação das Mercadorias nas Pautas Aduaneiras, aberta à assinatura em Bruxelas na mesma data que a presente Convenção.

ARTIGO X

(a) Todas as disposições doutros acordos internacionais são abrogadas entre as Partes Contratantes na medida em que são contrárias à presente Convenção;

(b) A presente Convenção não derroga as obrigações que uma Parte Contratante tivesse assumido para com um terceiro Governo em virtude de outros acordos internacionais antes da entrada em vigor da presente Convenção relativamente a essa Parte Contratante. No entanto, as Partes Contratantes tomarão, desde que as circunstâncias o permitam e em todos os casos na altura da renovação de acordos, todas as disposições destinadas a torná-los conformes com a presente Convenção.

ARTIGO XI

(a) Qualquer desacordo entre duas ou mais Partes Contratantes relativo à interpretação ou aplicação da presente Convenção será solucionado, tanto quanto possível, por meio de negociações directas entre as ditas Partes;

(b) Qualquer desacordo que não for solucionado por meio de negociações directas será submetido pelas Partes em litígio à Comissão do Valor, que o apreciará e fará recomendações para a sua solução;

(c) Se a Comissão do Valor não puder solucionar o desacordo, submetê-lo-á ao Conselho, que fará recomendações de conformidade com o artigo III (e) da Convenção para Criação do Conselho;

(d) As Partes em litígio podem convencionar antecipadamente aceitar as recomendações da Comissão ou do Conselho.

ARTIGO XII

A presente Convenção estará patente até 31 de Março de 1951 à assinatura de qualquer Governo que tenha assinado a Convenção para Criação do Conselho.

ARTIGO XIII

(a) A presente Convenção será ratificada;

(b) Os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que notificará desse depósito todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral. Todavia, nenhum Governo poderá depositar o instrumento de ratificação da presente Convenção sem ter previamente depositado o instrumento de ratificação da Convenção para Criação do Conselho

ARTIGO XIV

(a) Três meses depois da data do depósito dos instrumentos de ratificação de sete Governos no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, a presente Convenção entrará em vigor relativamente a esses Governos;

(b) Para cada Governo signatário que deposite o seu instrumento de ratificação depois dessa data a Convenção entrará em vigor três meses depois da data do depósito desse instrumento de ratificação no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica.

ARTIGO XV

(a) O Governo de qualquer Estado não signatário da presente Convenção que tiver ratificado a Convenção para Criação do Conselho ou a ela tiver aderido poderá aderir à presente Convenção a partir de 1 de Abril de 1951;

(b) Os instrumentos de adesão serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que desse depósito notificará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral;

(c) A presente Convenção entrará em vigor relativamente a cada Governo aderente três meses depois da data do depósito do seu instrumento de adesão, mas não antes da sua entrada em vigor tal como está fixada no artigo XIV (a).

ARTIGO XVI

(a) A presente Convenção é firmada para duração ilimitada, mas qualquer Parte Contratante poderá denunciá-la em qualquer momento, cinco anos depois da data da sua entrada em vigor tal como está fixada no artigo XIV (a).

A denúncia tornar-se-á efectiva um ano depois da data da recepção da notificação de denúncia no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica; este avisará dessa recepção todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral;

(b) Qualquer Parte Contratante que tiver denunciado a Convenção para Criação do Conselho cessará de ser parte na presente Convenção.

ARTIGO XVII

(a) Qualquer Governo pode declarar, quer no momento da ratificação ou adesão quer ulteriormente, por notificação ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que a presente Convenção é extensiva aos territórios cujas relações internacionais estão colocadas sob sua responsabilidade; a Convenção será aplicável aos ditos territórios três meses depois da data da recepção dessa notificação no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, mas não antes da data da entrada em vigor da presente Convenção relativamente a esse Governo;

(b) Qualquer Governo que em virtude do parágrafo (a) acima tiver aceite a presente Convenção para um território cujas relações internacionais estejam colocadas sob sua responsabilidade pode dirigir em nome desse território uma notificação de denúncia ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, de conformidade com as disposições do artigo XVI;

(c) O Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica informará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, de qualquer notificação que receber em virtude do presente artigo.

ARTIGO XVIII

(a) O Conselho pode recomendar às Partes Contratantes emendas à presente Convenção;

(b) Qualquer Parte Contratante que aceitar uma emenda notificará por escrito a sua aceitação ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que avisará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, da recepção da notificação de aceitação;

(c) Qualquer emenda entrará em vigor três meses depois de as notificações de aceitação de todas as Partes Contratantes terem sido recebidas no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica. Quando qualquer emenda tiver sido aceite por todas as Partes Contratantes o Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica avisará do facto todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, comunicando-lhes a data da sua entrada em vigor;

(d) Depois da entrada em vigor de qualquer emenda nenhum Governo poderá ratificar a presente Convenção ou a ela aderir sem aceitar essa emenda.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus Governos respectivos, assinaram a presente Convenção.

Feito em Bruxelas, em quinze de Dezembro de mil novecentos e cinquenta (15 de Dezembro de 1950), em língua francesa e em língua inglesa, fazendo os dois textos igualmente fé, em um único original, que será depositado nos arquivos do Governo Belga, que dele fornecerá cópias devidamente certificadas a todos os Governos signatários e aderentes.

Pela Alemanha:

V. Maltzan.

Pela Áustria:

Pela Bélgica:

Paul van Zeeland.

Pela Dinamarca:

Sob reserva de ratificação:

Bent Falkenstjerne.

Pela França:

J. de Hauteclercque.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

J. H. Le Rougetel.

Pela Grécia:

D. Capsalis.

Pela Irlanda:

Pela Islândia:

Pétur Benediktsson.

Pela Itália:

Pasquale Diana.

Pelo Luxemburgo:

Robert Als.

Pela Noruega:

Johan Georg Raeder.

Pelos Países Baixos:

G. Beelaerts van Blokland.

Por Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

Pela Suécia:

G. de Reuterskiöld.

Pela Suíça:

Pela Turquia:

ANEXO I

Definição do valor fiscal

ARTIGO I

(1) Para aplicação de direitos aduaneiros *ad valorem*, o valor das mercadorias importadas para consumo é o preço normal, isto é o preço reputado como susceptível de poder ser atribuído a essas mercadorias no caso de uma venda efectuada em condições de plena concorrência entre um comprador e um vendedor independentes, no momento em que os direitos aduaneiros se tornam exigíveis.

(2) O preço normal das mercadorias importadas será determinado nas bases seguintes:

(a) As mercadorias serão consideradas entregues ao comprador no porto ou lugar de entrada no território do país de importação;

(b) Considerar-se-á que o vendedor suporta e inclui no preço todas as despesas relacionadas com a venda e entrega das mercadorias no porto ou lugar de entrada; mas

(c) Considerar-se-á que o comprador suporta no país de importação todos os direitos e taxas exigíveis, que, portanto, são excluídas do preço.

ARTIGO II

(1) Qualquer venda efectuada em condições de plena concorrência entre um vendedor e um comprador independentes é uma venda na qual:

(a) O pagamento do preço da mercadoria constitui o único desembolso efectivo do comprador;

(b) O preço convencionado não é influenciado por relações comerciais, financeiras ou outras, contratuais ou não, que possam existir, fora das relações criadas pela própria venda, entre o vendedor ou uma pessoa física ou moral associada em negócios ao vendedor e o comprador ou uma pessoa física ou moral associada em negócios ao comprador;

(c) Nenhuma parte do produto proveniente da venda, da cessão ulterior ou da utilização da mercadoria voltará directa ou indirectamente ao vendedor ou a qualquer outra pessoa física ou moral associada ao vendedor.

(2) Duas pessoas são consideradas associadas em negócios se uma delas possui um interesse qualquer no comércio da outra, ou se ambas possuem um interesse comum num negócio qualquer, ou se uma terceira pessoa possui um interesse no comércio de cada uma delas, quer estes interesses sejam directos ou indirectos.

ARTIGO III

Quando as mercadorias a avaliar:

(a) Sejam fabricadas segundo um processo patenteado ou conforme desenho ou modelo registados;

(b) Ou tenham marca de fábrica ou de comércio estrangeira ou sejam importadas para serem vendidas com tal marca:

A determinação do preço normal far-se-á considerando que esse preço normal inclui o valor do direito de utilização da patente, do desenho ou modelo registados, ou da marca de fábrica ou de comércio relativos às ditas mercadorias.

ANEXO II

Notas interpretativas da definição do valor fiscal

«Addendum» ao artigo I

Nota 1

O momento visado no artigo I, parágrafo (1), poderá ser, segundo a legislação de cada país, a data da apresentação ou do registo da declaração para a alfândega, a data de pagamento dos direitos aduaneiros ou a data de desembaraço fiscal das mercadorias.

Nota 2

As despesas visadas no artigo I, parágrafo (2), alínea (b), compreendem designadamente as seguintes:

Despesas de transporte;

Seguros;

Comissões;

Corretagens;

As despesas, fora do país de importação, para obtenção dos documentos necessários para a introdução das mercadorias no país de importação, incluindo os emolumentos consulares;

Os direitos e taxas exigíveis fora do país de importação, com exclusão daqueles de que a mercadoria tivesse sido exonerada ou cujo quantitativo tivesse sido ou devesse ser reembolsado;

O custo das taras, com exclusão das que são sujeitas a regime aduaneiro próprio, assim como as despesas de acondicionamento (mão-de-obra, material ou outras despesas);

As despesas de carregamento.

Nota 3

Na medida em que o preço normal depende da quantidade sobre a qual incide a venda, este preço será determinado na suposição de que a venda diz respeito à quantidade a avaliar.

Nota 4

Quando os elementos tomados para a determinação do valor ou do preço pago ou a pagar são expressos em moeda diferente da do país de importação o câmbio a usar para a conversão é o câmbio oficial em vigor no país de importação.

Nota 5

O objecto da definição do valor é permitir em todos os casos o cálculo dos direitos aduaneiros sobre um preço ao qual um comprador poderia obter a mercadoria importada na hipótese de uma venda efectuada em condições de plena concorrência no porto ou lugar

de entrada no país de importação. Esta concepção tem alcance geral; é aplicável quer a mercadoria importada tenha ou não sido objecto de um contrato de venda e quaisquer que sejam as condições desse contrato.

Mas a aplicação desta definição implica um inquérito aos preços em vigor no momento da avaliação. Portanto, na prática, quando as mercadorias importadas são objecto de uma venda *bona fide*, o preço pago ou a pagar em virtude dessa venda poderá ser em geral considerado indicação válida do preço normal visado na definição. Nesta hipótese o preço pago ou a pagar poderá ser tomado sem inconveniente como base da avaliação, e recomenda-se às autoridades alfandegárias que admitam esse preço como valor da mercadoria, sob reserva de:

(a) Precauções a tomar com o fim de evitar as tentativas de fraude por meio de preços ou contratos fictícios ou falsos;

(b) Eventuais ajustamentos desse preço, para ter em conta os diversos elementos que na venda considerada estivessem em contradição com a concepção do valor.

Os ajustamentos visados no parágrafo (b) acima dizem respeito nomeadamente às despesas de transporte e outras despesas visadas no parágrafo (2) do artigo 1 e na nota 2 do ad. artigo 1, aos descontos concedidos apenas a representantes exclusivos ou concessionários únicos, aos descontos anormais ou qualquer outra redução no preço usual de concorrência.

«Addendum» ao artigo III

Nota 1

As disposições do artigo III, parágrafo (b), podem também tornar-se aplicáveis às mercadorias importadas para serem vendidas com uma marca de fábrica ou de comércio estrangeira depois de aperfeiçoamento complementar.

Nota 2

As disposições do artigo III, parágrafo (b), emendadas, se for caso disso, em conformidade com a nota 1 acima, poderão ser consideradas não aplicáveis a uma marca de fábrica ou de comércio registada no país de importação, a menos que se trate de marca utilizada para indicar que as mercadorias às quais se refere são:

(a) Quer as de uma pessoa que as tenha cultivado, produzido, fabricado, seleccionado para venda ou trabalhado por qualquer outra forma, fora do país de importação;

(b) Quer as de uma pessoa associada em negócios com outra pessoa designada na alínea (a);

(c) Quer as de uma pessoa à qual outra pessoa qualquer designada nas alíneas (a) e (b) do presente parágrafo tenha cedido o direito de utilização da marca, embora mantendo a propriedade dessa marca.

«Addendum» geral

Recomenda-se que a noção do valor, tal como resulta da Definição e das presentes Notas interpretativas, seja utilizada para a determinação do valor de todas as mercadorias que tenham de ser declaradas em alfândegas, incluindo as mercadorias isentas de direitos e as mercadorias sujeitas a direitos específicos.

ANEXO III

Protocolo relativo aos métodos especiais de tributação dos produtos mencionados no capítulo 30 e sob a posição 33.06 da Nomenclatura para Classificação das Mercadorias nas Pautas Aduaneiras.

No momento de assinar a Convenção sobre o Valor Fiscal das Mercadorias, a seguir denominada «Con-

venção», os Governos signatários desta convenção-ram o seguinte:

(1) Qualquer Governo signatário da Convenção que, no momento da entrada em vigor da Convenção no que lhe diz respeito, aplique aos produtos seguintes, importados acondicionados para venda a retalho:

- (a) Produtos farmacêuticos abrangidos no capítulo 30 do Anexo à Convenção sobre a Nomenclatura para Classificação das Mercadorias nas Pautas Aduaneiras;
- (b) Produtos de perfumaria, de toucador e cosméticos, abrangidos pela posição 33.06 do dito Anexo;

um sistema de tributação baseado nos preços de venda ao público em vigor no mercado interno, em vez do preço normal tal como é definido na Convenção, pode continuar a aplicar esse sistema.

(2) Todavia, os Governos interessados reconhecem que é importante colocar o sistema de tributação desses produtos em concordância com as regras de avaliação fixadas pela Convenção, e assim procederão tão brevemente quanto possível.

(3) O presente Protocolo entrará em vigor na data em que a Convenção entrar em vigor.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito pelos seus Governos respectivos, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Bruxelas, em quinze de Dezembro de mil novecentos e cinquenta (15 de Dezembro de 1950), em francês e inglês, fazendo os dois textos igualmente fé, em um único original, que será depositado nos arquivos do Governo Belga, que fornecerá cópias devidamente certificadas a todos os Governos signatários e a todos os Governos que assinarem a Convenção ou a ela aderirem.

Pela Alemanha:

V. Maltzan.

Pela Áustria:

Pela Bélgica:

Paul van Zeeland.

Pela Dinamarca:

Bent Falkenstjerne.

Pela França:

J. de Hauteclouque.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

J. H. Le Rougetel.

Pela Grécia:

D. Capsalis.

Pela Irlanda:

Pela Islândia:

Pétur Benediktsson.

Pela Itália:

Pasquale Diana.

Pelo Luxemburgo:

Robert Als.

Pela Noruega:

Johan Georg Raeder.

Pelos Países Baixos:

G. Beelaerts van Blokland.

Por Portugal:

Eduardo Vieira Leitão.

Pela Suécia:

G. de Reuterskiöld.

Pela Suíça:

Pela Turquia:

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 7 de Janeiro de 1953. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Adolfo do Amaral Abranches Pinto* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich* — *Manuel Maria Sarmento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca.*

Para ser presente à Assembleia Nacional.

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral de Fazenda

1.ª Repartição

2.ª Secção

Portaria n.º 14 221

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, o seguinte:

1) Na Guiné

Nos termos do § 1.º do artigo 9.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1946:

a) Reforçar com 35.000\$ a verba do capítulo 10.º, artigo 268.º, n.º 4), alínea b), 1.ª «Encargos gerais — Deslocações de pessoal — Passagens de ou para o exterior — Por quaisquer outros motivos — A pagar na metrópole», da tabela de despesa ordinária do orçamento geral de 1952, usando para contrapartida as seguintes disponibilidades da mesma tabela de despesa:

Capítulo 7.º, artigo 191.º «Secção de transportes terrestres — Despesas com o material — Material de consumo corrente»	15.000\$00
Capítulo 10.º, artigo 266.º, n.º 1), alínea b) «Encargos gerais — Despesas de comunicação fora da província — Portes de correios e telégrafos — Telégrafos»	20.000\$00
	<u>35.000\$00</u>

Nos termos do artigo 17.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1945, com contrapartida nos saldos das contas de exercícios findos:

b) Abrir um crédito especial de 2:000.000\$, destinado a ocorrer às despesas com a construção da ponte-cais de Bissau.

2) Em Moçambique

Nos termos do artigo 13.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1946:

a) Abrir um crédito especial de 78:800.000\$, destinado a satisfazer os encargos resultantes da aquisição de material para o caminho de ferro do Limpopo, usando para contrapartida a receita criada pelo Decreto-Lei n.º 39 055, de 27 de Dezembro de 1952.

3) No Estado da Índia

Nos termos do artigo 8.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1946, com contrapartida nos saldos das contas de exercícios findos:

a) Abrir um crédito especial de rup. 10.000-00-00, destinado a reforçar a verba do capítulo 10.º, artigo 330.º, n.º 2) «Encargos gerais — Deslocações do pessoal — Ajudas de custo dentro da província», da tabela de despesa ordinária do orçamento geral de 1952.

Nos termos do artigo 9.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1946:

b) Reforçar com 40.000\$ a verba do capítulo 10.º, artigo 331.º, n.º 5), alínea b), 1.ª «Encargos gerais — Diversas despesas — Despesas eventuais — Não especificadas — Na metrópole», da tabela de despesa ordinária do orçamento geral de 1952, usando para contrapartida as disponibilidades existentes na verba do capítulo 10.º, artigo 330.º, n.º 3, alínea a), 1.ª «Encargos gerais — Deslocações do pessoal — Passagens de ou para o exterior — Por motivo de licença graciosa — Na metrópole», da mesma tabela de despesa.

4) Em Timor

Nos termos do § 2.º do artigo 9.º do Decreto n.º 35 770, de 29 de Julho de 1946, com contrapartida nos saldos das contas de exercícios findos:

a) Abrir um crédito especial de 200.000\$, destinado a reforçar, com as importâncias que se indicam, as seguintes verbas da tabela de despesa ordinária do orçamento geral de 1952:

CAPÍTULO 10.º

Encargos gerais

Artigo 230.º, n.º 4) «Deslocações do pessoal — Passagens de ou para o exterior»:

a), 1) «Por motivo de licença graciosa — A pagar na metrópole»	150.000\$00
b), 1) «Por quaisquer outros motivos — A pagar na metrópole»	50.000\$00
	<u>200.000\$00</u>

Ministério do Ultramar, 7 de Janeiro de 1953. — O Subsecretário de Estado do Ultramar, *António Trigo de Moraes.*

Para ser publicada no *Boletim Oficial* da Guiné, Moçambique, Estado da Índia e Timor. — *Trigo de Moraes.*